



LE DEVOIR



Le samedi 16 octobre 1971, environ 3000 manifestants arborant les couleurs des patriotes de 1837-1838, dont Michel Chartrand et M^r Robert Lemieux sur notre photo, manifestent dans les rues de Montréal afin de souligner le premier anniversaire de l'imposition de la Loi des mesures de guerre. Lemieux et Chartrand ont été au nombre des gens arrêtés à qui on fera subir un procès, du 1^{er} février au 12 février 1971, pour leurs opinions politiques.

Robert Lemieux (1941-2008)

L'avocat du FLQ s'éteint

BRIAN MYLES

L'avocat et militant indépendantiste Robert Lemieux, un ardent défenseur des membres du Front de libération du Québec (FLQ), s'est éteint durant son sommeil à son domicile de Sept-Îles, dans la nuit de dimanche à hier.

La Sûreté du Québec (SQ), appelés sur les lieux en matinée, il s'agit d'une mort naturelle. Un décès qui prive le Québec d'un deuxième pilier des droits civiques, deux mois après le décès de l'ex-juge en chef de la Cour suprême, Antonio Lamer.

qu'il a entraînés dans de véritables procès politiques dans les années 70. «Il a fait ces procès en respectant les convictions des gens, et non pas en leur faisant nier leurs gestes, explique Paul Rose. Il avait beaucoup de respect pour l'engagement politique, social et culturel des accusés qu'il défendait.»

Dans la tourmente d'octobre 70

Reçu au Barreau en 1966, Robert Félix Lemieux était promu à une brillante et lucrative carrière d'avocat au terme de ses études

parmi les «Anglais» à l'université McGill. Parfaitement bilingue, il décroche un poste au sein du cabinet O'Brien, Home, Hall, Nolan, Saunders, O'Brien et Smythe. En 1966, les Vallières et Gagnon d'un certain Québec en ébullition sociale et politique le détournent irrémédiablement de la pratique conventionnelle du droit.

VOIR PAGE A 8: LEMIEUX

Il faut rester à Kandahar, dit le rapport Manley

Le groupe de travail propose de poursuivre la mission jusqu'en 2011

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le Canada doit rester à Kandahar après février 2009 et continuer à former l'armée afghane et la police locale, sans quoi le pays retournera aux mains des talibans et des terroristes d'al-Qaïda.

Selon des sources qui ont été en contact avec les cinq membres du comité présidé par l'ancien ministre libéral John Manley, le rapport recommandera de poursuivre la mission dans sa forme actuelle, probablement jusqu'en 2011.

Le groupe de travail précisera qu'il faut diminuer la fréquence des combats et mettre l'accent sur l'entraînement de l'armée et de la police afghane, ce qui permettrait au Canada de se retirer de la région instable de Kandahar lorsque les Afghans seront assez autonomes pour prendre la relève. Mais puisque

ce virage a déjà été entrepris par les Forces canadiennes il y a un an, cette recommandation revient à accrédi-ter la poursuite de la mission actuelle.

Le premier ministre Stephen Harper devrait recevoir avec joie cette principale conclusion, puisque son gouvernement a déjà pris position en faveur de la poursuite de la mission afghane jusqu'en 2011. C'est toutefois un vote aux Communes qui tranchera le débat ce printemps.

C'est un vote aux Communes ce printemps qui tranchera le débat sur la mission afghane

Par contre, les partis d'opposition devraient mal digérer la principale recommandation du rapport Manley. Le NPD veut mettre fin à la mission afghane dès maintenant, alors que le Bloc québécois et le Parti libéral du Canada souhaitent la fin des combats en 2009 et le départ des troupes de Kandahar.

Les sources consultées par Le Devoir indiquent que les membres du groupe de travail ont

VOIR PAGE A 8: MANLEY



Vigile contre le bouclage de Gaza, hier, à Ramallah.

GAZA

Devant l'indignation internationale, Israël allège son blocus

À lire en page B 5

INDEX

Annonces.....	B 4
Avis publics	B 3
Décès	B 4
Idées	A 7
Météo	B 6
Mots croisés	B 6
Sudoku	B 3
Télévision	B 7

Les anti-Bougon

Le Québec s'émeut du drame scénarisé des Lavigueur

Radio-Canada poursuit ce soir la diffusion de la minisérie *Les Lavigueur*, succès de la saison. La «vraie histoire» de cette tendre famille ouvrière déchiquetée par les médias bouleverse tout le Québec toujours prêt à faire couler des rivières de larmes quand point «le pseudo réalisme de l'émotion vécue». L'écran cathodique comme écran cathartique? Moteur...

STÉPHANE BAILLARGEON

Les Lavigueur sont redevenus millionnaires, mais en cote d'écoute cette fois. L'annonce de la minisérie sur l'aventure extraordinaire de cette famille «ben ordinaire» (dixit le père) a ramené 1,9 million de téléspectateurs il y a deux semaines, et le deuxième épisode presque autant de monde, soit les meilleurs résultats de Radio-Canada depuis des années dans un créneau hyperconcurrentiel.

VOIR PAGE A 8: LAVIGUEUR



Photo de famille des Lavigueur de la minisérie de Radio-Canada.

Dégringolade boursière en dépit du plan Bush

Le TSX a plongé de 605 points

FRANÇOIS DESJARDINS

La Bourse de Toronto n'a pu faire autrement que de suivre le courant. A l'instar des places boursières du monde entier, qui ont signé un recul généralisé devant les craintes de récession en sol américain, le TSX a plongé de 605 points hier pour subir sa plus forte chute depuis février 2001. De Tokyo à Paris en passant par Londres et Shanghai, les cotes ont défilé en rouge.

A Toronto, qui a perdu 4,8 % hier et 13 % depuis le début de l'année, des dizaines de compagnies ont vu leur action toucher son plus bas niveau en un an, notamment

les Banques TD et Royale, la Banque de Montréal et la CIBC, Rona, la société minière, le câble-distributeur Cogeco et l'assureur Manuvie.

L'indice composé TSX a terminé la séance à 12 132,13 points, une culbute à la fin de laquelle 90 milliards de valeur boursière se sont volatilisés. Depuis octobre 2007, lorsque le TSX a inscrit un record d'altitude, la dégringolade cumulative se chiffre à 17 %.

Ailleurs dans le monde, l'indice parisien CAC-40 a perdu 7 %, tout comme le DAX allemand. L'indice composé de Shanghai a reculé de 5 % et la Bourse de Bombay a laissé filer 7 %.

Dans une note envoyée à ses clients, la firme Merrill Lynch a utilisé le titre «Marché baissier: passer de l'affût à l'avertissement». Celle-ci, qui parle de l'«émergence d'une récession américaine», croit que le TSX terminera l'année 2008 autour de 11 300 points (pour un recul total de 16 %), et que son creux de l'année se situera sous

VOIR PAGE A 8: BOURSES

HOMIER-ROY 5h30

Aujourd'hui: rencontres avec Bernard Landry, Clémence Desrochers, Marie Laberge et Corneille.

Réalisation: Nadia Pelillon



95,1 FM PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/bienmeilleur

ACTUALITÉS

BOURSES

SUITE DE LA PAGE 1

les 10 000 points. Les problèmes américains ne seraient pas complètement sans impact pour l'économie canadienne. «Nous voyons la fin de la récession américaine à l'automne 2008», a écrit l'économiste David Wolf.

L'économie américaine subit présentement les contrecoups d'une déconiture dans son secteur immobilier, lequel se répercute notamment dans les dépenses de consommation. La croissance est passée de 2,9 % en 2006 à 2,2 % en 2007. Pour 2008, l'OCDE prévoit 2 %.

Pas d'immunité

Merrill Lynch n'est pas la seule à prédire une année incertaine. L'hypothèse selon laquelle l'économie mondiale peut se débrouiller parfaitement bien lorsque le géant américain toussse — hypothèse de ce qu'on appelle le «découplage» — n'est peut-être pas si solide, ont déclaré de leur côté les économistes de la Financière Banque Nationale.

«Pour les investisseurs canadiens, il est significatif que les marchés émergents commencent à sous-performer», ont écrit Clément Gignac et Pierre Lapointe. «Même si le Canada a les bases les plus solides du G7, son marché boursier a récemment suivi de plus près les indices boursiers des marchés émergents, plus que ceux des États-Unis, de l'Europe et de l'Asie.» Si l'hypothèse du découplage ne tient pas la route, «l'élan des prix des matières premières pourrait fléchir et faire reculer les actions canadiennes».

A Toronto, le sous-indice des métaux et des mines, où loge justement Teck Cominco, est justement celui qui a le plus écopé hier. Il est tombé de 7,6 %. Aucun secteur n'a été épargné. Celui de l'énergie, par exemple, a reculé de 5,7 %. Les technologies de l'information se sont repliées de 4 %, tirées vers le bas par la déconiture de 7,5 % du poids lourd RIM, fabricant du BlackBerry. Du côté des services financiers, la chute était de 3,9 %.

«On est très proche d'un marché baissier [bear market], que ce soit de manière officielle ou technique», a dit Doug Porter, économiste à la Banque de Montréal, dans une dépêche de Canadian Press.

En parallèle, la Bourse de Toronto a vu l'action de Québec World glisser encore plus loin. L'imprimeur, contrôlé par le holding Québecor de la famille Péladeau, a annoncé hier matin qu'il devait se placer sous la protection des tribunaux contre ses créanciers. Le titre de la compagnie, qui a perdu 99 % de sa valeur en un an, a chuté de 50 % à 17 ¢ sur un très lourd volume de 18 millions d'actions.

Gestionnaire de portefeuille à la firme Claret, Jean-Paul Giacometti a dit que le recul des Bourses présente des aubaines. Certaines actions sont soudainement intéressantes. «Depuis environ une semaine, on achète dans le secteur bancaire», a-t-il dit.

Continuer à contribuer

Pour le commun des mortels, M. Giacometti a dit que les soubresauts ne devraient pas être un frein à la contribution à l'investissement ou aux REER, mais un incitatif à continuer de façon régulière pour profiter d'achats à faible prix. Il a cité en exemple l'année 2003, laquelle a été une excellente année de reprise. L'investisseur moyen, pourtant, s'était retenu, encore échaudé par la mauvaise performance des marchés en 2001 et 2002.

«En investissement, les gens ont tendance à aller jouer dehors quand il fait beau, quand les médias parlent de la Bourse en bien», a-t-il dit. «Or en fait, ils devraient aller jouer dehors quand il pleut, quand on en parle en mal.»

En jetant un coup d'œil aux sous-indices du TSX, dont le recul était généralisé et pas circonscrit à un seul secteur, M. Giacometti en est venu à la conclusion que «ça signifie que le monde est plutôt inquiet». Il a prêté peu d'importance aux hypothèses de certains observateurs selon lesquels la baisse des Bourses à l'échelle mondiale était en fait la démonstration concrète que personne ne croit au plan Bush. Le président veut que le Congrès trouve le moyen de donner un coup de pouce à l'économie américaine. L'information qui circule veut que cette mesure se traduise par des chèques de 800 \$ par personne, ou 1600 \$ par famille, pour un total de 145 milliards \$.

Ailleurs sur les marchés, la Bourse de croissance TSX, située dans l'Ouest canadien et mettant en vedette des petites sociétés, a elle aussi connu une très mauvaise journée. Elle a plongé de 9 %.

Les observateurs de tous horizons étaient d'avis qu'il faudrait avoir les yeux rivés sur les marchés américains ce matin. Vendredi, après l'annonce du projet du président Bush, les grands indices de Wall Street ont tous terminé en légère baisse, les investisseurs se montrant peu inspirés par les vœux de la Maison-Blanche.

Le Devoir

EN BREF

Le CO₂ en hausse

L'Institut polaire norvégien a annoncé hier avoir mesuré une concentration de dioxyde de carbone (CO₂) de 394 parties par million (ppm) à une station de mesure de ce pays dans la région arctique, une hausse de 1,5 ppm par rapport à d'autres mesures effectuées au début de janvier. En 2006, la concentration de CO₂ atmosphérique se situait à 382 ppm avec une croissance prévue de 2 ppm par année.

Pour les chercheurs de la Station Troll, ces données alarmantes reflètent les intenses émissions des systèmes industriels archaïques de la Chine et de l'Inde, où l'Occident a délocalisé une partie de sa production de biens en se donnant l'illusion d'avoir ainsi moins d'impacts sur le climat malgré sa forte consommation. Le même institut a aussi mesuré des taux de mercure élevés dans l'Arctique. Même s'ils ne représentent que 40 % des taux de l'Arctique, les taux de l'Arctique sont d'autant plus alarmants, selon les chercheurs, que la production industrielle ne se concentre pas dans cet hémisphère.

— Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

été influencés par trois facteurs majeurs. D'abord, aucun autre pays de l'OTAN ne veut prendre en charge la dangereuse province de Kandahar. Même si le haut commandement de l'OTAN affirme avoir des solutions de rechange si le Canada décide de partir en 2009 comme prévu, la réalité est que les pays ne se bousculent pas pour aller dans le sud de l'Afghanistan.

Ensuite, un départ rapide du Canada contribuerait à affaiblir la coalition internationale en Afghanistan, ce qui ouvrirait la porte à un retour des talibans et de leur allié al-Qaïda. Les camps d'entraînement terroristes reviendraient en force, selon les auteurs du rapport Manley.

Finalement, quitter l'Afghanistan en 2009 serait très dommageable pour la réputation internationale du Canada, qui a fait de cette mission sa principale vitrine mondiale en matière de défense et de géopolitique.

L'ACDI et l'OTAN critiquées

Selon le réseau CTV, le rapport sera d'ailleurs très critique à l'égard de l'OTAN et des alliés du Canada. Plusieurs pays refusent de partager la lourde tâche de

MANLEY

pacifier le sud de l'Afghanistan, ancien fief des talibans. Actuellement, outre le Canada, la Grande-Bretagne, les États-Unis et les Pays-bas subissent les plus violents combats. Le réseau CTV ajoute que l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI), responsable du volet reconstruction, sera aussi sévèrement critiquée pour le peu de résultats obtenus.

De plus, le rapport du groupe de travail présidé par John Manley devrait faire un constat de la situation en Afghanistan. Près de 93 % de l'opium mondial provient de ce pays, ce qui alimente à coups de milliards de dollars la guérilla des talibans. Les attentats se multiplient depuis deux ans. La situation instable à la frontière du Pakistan, là où se cachent les talibans et les terroristes d'al-Qaïda, freine également les progrès en Afghanistan.

Le groupe de travail a consulté des dizaines d'experts et de groupes depuis octobre dernier. Les cinq membres sont aussi allés en Afghanistan et ont discuté de la situation avec les hauts gradés de l'OTAN qui gèrent la mission. Précisons que la majorité des membres du groupe de travail, et au premier chef John Manley, se sont prononcés en faveur de la mission en Afghanistan dans le passé.

Le premier ministre Stephen Harper avait deman-

dé à ce groupe d'examiner quatre avenues possibles pour le Canada en Afghanistan après février 2009.

■ La première option était celle du *statu quo*. Les soldats canadiens continueraient donc à former les militaires et les policiers afghans dans la province de Kandahar pour que les militaires canadiens puissent un jour se retirer.

■ La deuxième possibilité consistait à concentrer les efforts canadiens sur la reconstruction à Kandahar. D'autres pays devraient alors prendre la relève afin d'y assurer la sécurité.

■ La troisième option portait sur l'idée d'axer les activités canadiennes de sécurité et de reconstruction dans une région moins instable de l'Afghanistan.

■ La dernière possibilité étudiée par le groupe de travail consistait à retirer toutes les forces militaires canadiennes après février 2009.

Comment va réagir la population canadienne à ce rapport? Le dernier sondage paru dans le *Globe and Mail* du 17 janvier dernier montre que seulement 42 % des Canadiens appuient la mission en Afghanistan. Une proportion qui chute à 29 % au Québec.

Le Devoir

LEMIEUX

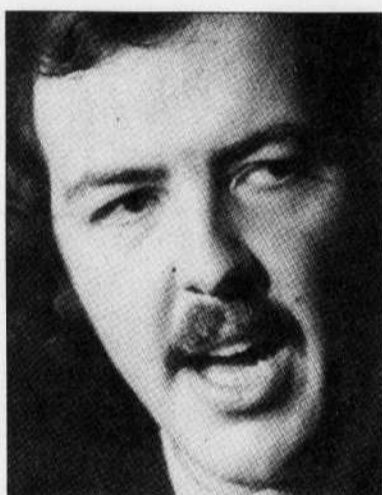
SUITE DE LA PAGE 1

idéologues du FLQ, ont été arrêtés à New York lors d'une manifestation devant le siège social de l'ONU. Rapatriés au Canada, ils sont accusés de meurtre et d'attentats à la bombe en raison de leurs écrits révolutionnaires (c'était avant l'adoption des chartes des droits).

Agé de 25 ans, Robert Lemieux est «déprimé» chez O'Brien, Home, Hall, Nolan, Saunders, O'Brien et Smythe. D'autant plus qu'il est un indépendantiste de la première heure qui milite au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) de Pierre Bourgault. Il se tourne donc vers l'assistance judiciaire (l'ancêtre de l'aide juridique) pour obtenir des mandats au criminel. Il tombe par hasard sur le dossier de Vallières et Gagnon qu'il accepte de représenter. Le livre de Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, constituée à ses yeux «un chef-d'œuvre de littérature révolutionnaire». Le jeune avocat mène avec succès son tout premier procès politique et il obtient l'acquiescement des deux têtes pensantes du FLQ, ce qui lui vaudra d'être congédié du cabinet O'Brien, Home, Hall, Nolan, Saunders, O'Brien et Smythe en 1968.

C'est cependant à son collègue Bernard Mergler, un des fondateurs de la Ligue des droits de l'Homme, que revient le mérite d'avoir concocté la stratégie de la «guérilla judiciaire» exploitée à satiété par Lemieux.

M^r Lemieux gagne en notoriété lors



REAL FILION ARCHIVES LE DEVOIR
Robert Lemieux, «homme de principes».

de la crise d'octobre 1970, à la suite de l'enlèvement du ministre Pierre Laporte, en agissant à titre de négociateur du FLQ auprès du gouvernement. La première séance officielle commence mal: le négociateur du gouvernement libéral, Robert Demers, doit rencontrer Lemieux en prison, car celui-ci a été arrêté pour «un vague mandat d'entrave à la justice qui n'aura aucune suite», relate Louis Fournier dans son ouvrage *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*. Une fois remis en liberté, il était hors de question qu'il se fasse conduire aux séances de négociation par des policiers de la Sûreté du Québec (SQ). Un jeune reporter judiciaire prometteur, Claude Poirier, devient donc son chauff-

teur attiré pendant la durée de la crise. La Loi des mesures de guerre, et l'emprisonnement de centaines de militants indépendantistes sans histoire de violence, constitue l'épreuve la plus pénible de sa carrière.

Robert Lemieux a eu de nombreux démêlés avec les autorités, qui ont tenté de le faire passer pour l'un des chefs du FLQ en raison de sa solidarité avec des «révolutionnaires» québécois. Avec Pierre Vallières, Charles Gagnon, Michel Chartrand et Jacques Larue-Langlois, il est accusé d'appartenance au FLQ et de conspiration séditeuse pour renverser le gouvernement du Canada. À la suite de l'acquiescement de Gagnon et de Larue-Langlois lors d'un premier procès, les accusations contre les trois autres seront retirées. M^r Lemieux défendra par la suite de nombreux membres du FLQ impliqués dans les événements d'octobre 70. «Les juges le haïssaient à mort. Il les avait tous contre lui, à part peut-être un ou deux. C'était un plaideur très humain, très authentique. C'était sa force. Un gars ne pouvait pas lui conter n'importe quoi», se souvient Paul Rose.

En 1972, Robert Lemieux fonde avec deux collègues la Commune juridique pour coordonner la défense des «prisonniers politiques» arrêtés lors de la Crise d'octobre, ce qui lui vaut une surveillance constante de la GRC.

La renommée pesait lourd sur ses épaules. Tombé sous le charme de Sept-Îles, ce Montréalais d'origine y déménage en 1974... pour ne jamais en revenir. Lemieux appréciait la mer, les kilomètres de plage sans fin et les grands espaces de la Côte-Nord. Il a vécu pau-

vement de son propre aveu, en travaillant momentanément dans une station-service, à une époque où il avait des ennuis avec le Barreau du Québec. Robert Lemieux a cependant pratiqué le métier d'avocat toute sa vie, notamment dans le droit du travail et le droit de la famille. Grâce à ses talents de négociateur, il a parfois ramené l'harmonie au sein de couples brisés en apparence, relate Paul Rose. «Ça ne lui donnait pas d'argent, parce que, là, il perdait sa cause. Mais c'était un homme de principes, un des rares avocats qui ne pensaient pas seulement à l'argent», affirme Paul Rose.

Robert Lemieux a continué de défendre certains clients à Montréal, dont Hans Marotte. En 1988, le jeune étudiant devait répondre de 86 accusations pour avoir déroulé une banderole sur la croix du mont Royal et vandalisé des commerces qui ne respectaient pas la loi 101. M^r Lemieux avait très bien su demeurer dans le cadre légal, tout en faisant un autre procès politique, cette fois sur la survie du français, se rappelle Hans Marotte. Celui-ci a été condamné à des travaux communautaires pour 33 accusations de méfaits. Par un merveilleux tour de passe-passe, l'accusation la plus importante, concernant la bannière apposée sur la croix du mont Royal, a été retirée. Robert Lemieux avait réussi à semer la pagaille. «Plus personne ne savait à qui appartenait la croix. Plus personne ne pouvait dire si elle avait été donnée ou prêtée à la Ville par la Société Saint-Jean-Baptiste. Donc, il n'y avait plus de victime!», raconte Hans Marotte en en riant encore.

Le Devoir

LAVIGUEUR

SUITE DE LA PAGE UNE

Des niveaux de Canal 10, quoi, la chaîne que devait bien capter la famille avec des oreilles de lapin dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, devenu Ho-Ma, sous les pressions spéculatives des bobos.

Montréal, comme tout le Québec, a bien changé depuis que cet échantillon du *vulgum pecus* a remporté très exactement 7 650 267 \$, le 29 mars 1986, le plus gros lot distribué jusqu'alors par Loto-Québec. Les Lavigueur ont ensuite été mangés tout rond par les médias, ridiculisés jusqu'à plus d'indigne, comme le montre maintenant la fiction en odeur de vérité. Les médias prennent, les médias donnent.

Le rôle néfaste des médiocrates revient comme un leitmotiv sur les blogues surchauffés depuis deux semaines. «Quand je vois les mensonges qu'ont écrits sur eux ces petits journalistes de bas étage pour vendre leurs torchons, je crois que cette famille aurait eu intérêt à prendre immédiatement des mesures légales pour que la vérité soit écrite et non attendre aussi longtemps pour faire éclater la vérité dans une télé-série», écrit un participant aux échanges en ligne de Radio-Canada. Un autre compare les Lavigueur à Britney Spears, «elle aussi sans cesse harcelée» par les foules-merde.

Compassion et réparation

«Je pense en gros que ce téléroman est avant tout une réparation», commente la professeure Lucia Ferretti, de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Spécialiste de l'histoire du catholicisme au Québec, rattachée au centre interuniversitaire d'études québécoises, elle a regardé la fin du premier épisode et tout le deuxième. «Un des membres de la famille a été profondément blessé de la manière dont cette famille est devenue la proie des préjugés de classe. Et il s'est dit qu'il voulait réparation. Après tout, pourquoi pas?», ajoute-t-elle en faisant référence au livre éponyme de Yve Lavigueur qui a servi d'inspiration principale à la minisérie.

Tous les protagonistes du drame ont disparu, tous sauf lui et sa sœur Sylvie. La mère est morte avant de toucher le magot. Louise-la-rebelle est décédée d'une insuffisance cardiaque en 1991, dans la jeune vingtaine. Le père Jean-Guy a succombé à des problèmes respiratoires en 2000. Michel, le plus jeune fils de la famille, s'est suicidé en 2004. La «vraie histoire» est là, dans cet acharnement obstiné du sort qui a tout repris après avoir tout donné.

La professeure Ferretti élargit le problème dans son courriel au *Devoir* au sujet de cet écran cathartique. «Les préjugés de classe sont malheureusement une plaie sociale; les Lavigueur n'ont pas été les seuls à en faire les frais. Tous les jours, bien des gens en sont vic-

times. En ce sens, même si la série n'est pas la meilleure qu'on ait vue sur les ondes, ce n'est pas si mal que, pour une fois, un point de vue populaire (au sens de venant vraiment du peuple) soit présenté, non?»

Portrait de prolétaires

Le sociologue Fernand Harvey, titulaire de la Chaire Fernand-Dumont sur la culture à l'Institut national de la recherche scientifique, se réjouit aussi de ce portrait de groupe avec ouvriers, comme on en trouvait déjà dans *Bonheur d'occasion* de Gabrielle Roy. «C'est une famille probablement assez représentative d'une époque révolue de l'est de Montréal», dit le chercheur, lui-même originaire de ce quartier industriel de la ville. «La série nous montre le sort de ceux qui n'ont pas eu cette chance d'étudier. Elle nous rappelle nos racines ouvrières, la fin de l'industrialisation classique, tout un monde qui disparaît avec la classe ouvrière type, modeste mais travailleuse, qui fera place à des gens beaucoup plus pauvres, sans emploi, sur le BS.»

Le professeur note que la télévision a plutôt tendance à ridiculiser les milieux défavorisés. Pour le spécialiste de la culture prolétarienne, *Les Lavigueur*, c'est *Les Bougon*, la rapine en moins. Un bel exercice antimisérabiliste aussi. «Ce sont des anti-Bougon, oui, dans un sens. Mais on peut aussi penser à des personnages de Michel Tremblay. Un drame se joue là aussi, une tragédie grecque où les malheurs s'accumulent et où se vit un choc des univers culturels. Voilà une famille avec ses points de repère de quartier, son mode de vie, sa consommation modeste catapulnée dans un univers de surconsommation qui va aboutir à des extravagances, dont l'achat du fameux château, la résidence familiale. Cette histoire signale un déracinement. Elle montre que les liens familiaux, avec la revalorisation de la consommation et de l'individualisme, se sont plus ou moins distendus. L'argent vient briser ce monde et introduire une logique du chacun-pour-soi. Dans ce sens, c'est une œuvre qui demeure assez près de la réalité.»

Le réel et l'émotion vécue

Le mot est lâché. Mario Clément, directeur des programmes de Radio-Canada prétend dire la vérité avec son œuvre, d'ailleurs sous-titrée *La vraie histoire*. «Est-ce qu'on peut corriger l'histoire?», a-t-il demandé au lancement. Il faut réparer l'injustice que nos médias ont créée, je pense que c'est notre job de faire ça.»

La question tarade l'observateur des médias Nicolas Renaud, coéditeur de l'excellente revue en ligne sur les images *horschamp.qc.ca*. Il vient d'y publier une série de trois textes sur les reconstitutions dramatiques d'événements réels, une vague croissante depuis quelques années, au petit comme au grand écran, ici comme ailleurs. La série *Les Lavigueur* s'inscrit dans une longue lignée où se croisent des séries sur Félix Leclerc ou René Lévesque, la Crise d'octobre ou Charles et Diana.

«Les rapports que l'on entretient avec la réalité et

avec l'histoire, dans notre société comme dans nos fictions, deviennent de plus en plus complexes, dit le médiologue. Surtout quand il est question de l'histoire récente. Trois semaines après la mort de Jean-Paul II, les télévisions proposent les premiers téléfilms sur sa vie. Pour quoi? De manière cavalière, je répondrais qu'au fond, et paradoxalement, l'histoire, la «vraie histoire» ne nous intéresse pas. On aime s'émouvoir devant des personnages qu'on peut mythifier.»

Critique à coup de marteau, il parle encore du «pseudo-réalisme de l'émotion vécue». Nicolas Renaud s'étonne par exemple de la nécessité de produire de la fiction sur des événements réels. René Lévesque a droit au traitement deux fois par décennie, ou presque. «A-t-on besoin de connaître les détails de sa vie de couple pour comprendre l'homme politique? Les producteurs misent sur le fait que l'histoire mise en fiction intéresse déjà les téléspectateurs. Il suffit ensuite de formater le réel, de le simplifier et de mettre en branle les codes habituels du succès populaire. La série sur Trudeau multipliait les scènes de sexe. Celle des Lavigueur aussi...»

Un coquin de *teleduquebec.ath.cx* fait remarquer que les deux premiers épisodes se terminent sur une baisse impliquant l'adolescente déléguée de la famille, la jeune Louise. «On croirait du Réjean Tremblay», note le polisson. La même discussion porte ensuite sur le langage des protagonistes, dont ce cri du cœur lancé par la même Louise (Laurence Leboeuf) quand elle réalise que sa famille vient de décrocher le gros lot: «Ah ben est! d'abarnac!»

Fort en thème, le spécialiste Renaud distingue la reconstitution ou l'évocation (comme dans un film sur la Conquête) de la dramatisation (comme dans le cas des *Lavigueur*). Il s'interroge alors sur l'opportunité de dramatiser ce qui pourrait être documentarisé par l'entremise des milliers de mètres d'images d'archives. «Le jeu devient immensément complexe. Dans le cas des Lavigueur, on veut même renverser l'image offerte par les médias. Je suis prêt à accepter l'idée que la famille a été ridiculisée injustement. Mais prétendre que la fiction nous donnerait, elle, toute la vérité, c'est d'une naïveté crasse. La fiction va au contraire dans un autre extrême, dans les bons sentiments et les clichés.»

Les Lavigueur ne sont pas seuls tombés dans ce panneau. Notre société rejoue constamment dans l'artifice ce qui s'est réellement produit. Aujourd'hui les Lavigueur. Et demain? La tragédie de l'École polytechnique? Gilles Vigneault, sa vie, son œuvre? Pierre Bourgault et ses bustes? «Au fond, notre culture perd son imagination, constate Nicolas Renaud. La part des scénarios originaux semble de plus en plus faible. Les écrans pigent dans la réalité, les faits divers, proposent des remakes de série, de films, de jeux vidéo, de bandes dessinées ou de romans graphiques. La fiction ne devrait-elle pas plutôt miser sur le pouvoir et la puissance d'imagination?»

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux de Le Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Réseaux sociaux et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3320

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.

CULTURE

Le Cirque du Soleil concevra le pavillon du Canada pour l'Expo de Shanghai

ALEXANDRE SHIELDS

Le Cirque du Soleil aura de nouveau l'occasion de faire sa marque. L'entreprise de Guy Laliberté vient en effet d'être désignée par Ottawa pour concevoir le pavillon du Canada à l'exposition universelle qui se tiendra à Shanghai, en 2010, sur le thème «Meilleure ville, meilleure vie».

Autour de l'idée de «la ville en vie: inclusive, durable et créatrice», le Cirque entend créer un pavillon de 6000 m² inspiré des aires publiques des grandes villes, entourées de trois grandes structures. Une partie des murs extérieurs sera d'ailleurs recouverte de verdure. Même l'eau de pluie sera récupérée et utilisée dans les installations.

Les visiteurs entreront par l'aire publique, qui comptera une aire de spectacles équivalant à 2,5 patinoires, puis ils parcourront les salles d'exposition entourant l'aire publique. On espère y attirer environ 5,5 millions de visiteurs, soit une moyenne de 30 000 personnes par jour.

Outre le concept général du pa-

villon, l'entreprise québécoise créera la présentation publique, organisera le programme culturel et devra faire le pont avec le secteur privé. Pour ce faire, le Cirque du Soleil misera sur sa réputation internationale et sur son réseau de partenaires.

Défi créatif

Le président et chef de la direction du Cirque du Soleil, Daniel Lamarre, s'est dit «motivé» par le «défi créatif» que pose le projet. «Il s'agit d'imaginer un havre représentatif de notre dynamisme canadien», a-t-il résumé hier matin. Et M. Lamarre s'est dit confiant d'y parvenir. «On est condamné à ce qu'un projet de cette envergure connaisse du succès», a-t-il lancé.

Ottawa affectera 13,5 millions de dollars au projet du Cirque. Une somme de 15 millions est également prévue pour la construction du pavillon. En tout, le Canada investira 45 millions pour l'Expo 2010. Afin que le tout soit fin prêt d'ici le début de 2010, un processus d'appel d'offres est présentement en cours pour obtenir des services

de conception architecturale, de construction ainsi que d'exploitation technique du Pavillon.

Le Cirque du Soleil ne versera pas de contribution financière à proprement parler, a indiqué M. Lamarre. «Il n'y a pas de participation financière de notre part. Notre participation est de mettre l'équipe de création au service du gouvernement canadien et, également, une participation encore plus importante, de mettre la marque du Cirque du Soleil au service de cet événement-là», a-t-il expliqué.

«Le fait de travailler avec le Cirque du Soleil permettra au gouvernement du Canada d'avoir une plus grande visibilité à l'Expo 2010 et partout en Chine», a quant à elle fait valoir la ministre du Patrimoine canadien, de la Condition féminine et des Langues officielles, Josée Verner. Déjà, l'entreprise québécoise est en train de s'implanter dans le pays.

Valeurs canadiennes

Selon la ministre, l'exposition de Shanghai sera aussi «l'occasion

pour les gouvernements provinciaux et territoriaux de se joindre au gouvernement fédéral pour démontrer à quel point les Canadiens chérissent l'ouverture démocratique [...]».

Questionnée sur la possibilité de promouvoir les droits de la personne au cœur d'une dictature qui réprime toute forme de liberté de presse et qui ne tolère aucune opposition politique, elle s'est voulue rassurante. «Je pense que l'objectif est de représenter nos valeurs canadiennes, a-t-elle dit. Je pense qu'il y a moyen de le faire de façon diplomatique, sans heurter personne. Mais il n'en demeure pas moins que ça fait partie de nos valeurs, et bravo si on peut en faire état.»

La ministre Verner, responsable des langues officielles, a par ailleurs assuré que les visiteurs seront accueillis et servis aussi en français.

Près de 200 pays et organismes internationaux participeront aux festivités de Shanghai, qui se tiendront du 1er mai au 31 octobre 2010. On attend de 70 à 90 millions de visiteurs, dont 95 % de Chinois.

Le Devoir

QUÉBEC

Phyllis Lambert s'insurge contre la démolition du couvent des Dominicains

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Agrandir le Musée national des beaux-arts à Québec (MNBAQ), oui. Mais démolir pour ce faire le couvent des Dominicains sur la Grande Allée, non! Voilà en substance ce que la fondatrice du Centre canadien d'architecture, Phyllis Lambert, a fait savoir, dans une lettre, au responsable du projet d'expansion du MNBAQ, John Porter, directeur général sortant de l'institution muséale.

«Je ne peux que regretter que dès sa conception, la démolition du bâtiment centenaire» ait été envisagée, écrit Mme Lambert, dont la lettre datée du 14 janvier était aussi adressée à l'homme d'affaires Pierre Lassonde, président du conseil d'administration du musée et membre dans ce projet. Mme Lambert, que l'on ait ainsi décrié dès le départ que le couvent serait démolir «envoie un message négatif vis-à-vis de la préservation du patrimoine tant de la part du Musée, de la ville de Québec inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO et de la Province». Mme Lambert estime que le MNBAQ devrait «demander aux participants du concours architectural [qui doit être lancé sous peu] d'intégrer également le monastère dans le projet d'agrandissement».

C'est la nouvelle conseillère municipale du district Montcalm, Anne Guérette, élue comme indépendante le 2 décembre, qui a rendu la lettre publique, hier. Mme Guérette, architecte elle-même et ancienne présidente de la Coalition Héritage-Québec, applaudit à l'idée d'agrandir le musée, mais se désole que l'on compte démolir le couvent,

dont le MNBAQ est devenu propriétaire l'an passé. L'affirmation de M. Porter selon laquelle le couvent n'a «aucune valeur patrimoniale» peut être trompeuse, selon elle, puisque d'autres spécialistes soutiennent le contraire. Dans le passé, de grandes erreurs ont été commises alors que l'on invoquait des arguments du même type. Pensons aux plus belles maisons victorienne de la Grande Allée, au sud du Parlement [là où le complexe H s'élève aujourd'hui] démolies parce que considérées à l'époque comme «non patrimoniales».

Une autre voix de poids s'est jointe aux critiques, hier. Architecte et urbaniste, Marcel Junius, lauréat 2003 du prix Gérard-Morissette, la plus haute distinction accordée par le gouvernement du Québec dans le domaine du patrimoine, critique aussi vertement le projet de démolition. Selon lui, «le Québec n'a pas encore acquis une épaisseur suffisante en matière de patrimoine architectural et urbain pour qu'on puisse se permettre d'en sacrifier la moindre parcelle». Il s'interroge aussi: «Sommes-nous donc trop riches en patrimoine pour dépeçer le monastère et l'envoyer à la ferraille, en 2008, année commémorative de la fondation de notre ville?»

Le 20 décembre, les gouvernements du Québec et du Canada annonçaient leur participation de 33,7 millions chacun pour la construction du nouveau pavillon du musée, d'une superficie de 8000 mètres carrés. Le privé y contribuerait à la hauteur de 23 millions, pour un projet total de 90,3 millions.

Le Devoir

Clémence DesRochers au Gesù

Ce à quoi rime la vie

SYLVAIN CORMIER

Clémence est arrivée hier sur la scène du Gesù à petits pas décidés, en vitesse. Tout son corps semblait dire: pas de temps à perdre, la vie est si courte. Si courte qu'il arrive même qu'on l'écourte. Cette précipitation dans le mouvement résumait tout. Ne signifiait-elle pas qu'en septembre, ça a failli en tû, because l'H. pylori? Oui, un peu plus et c'était l'hallali. Je rime exprès, c'est pour faire plaisir à Clémence. sûr et certain qu'on avait tous et toutes ça en tête en la voyant s'amener de si bon pas. sûr et certain qu'elle en mettait un peu, qu'elle s'affichait exprès pétañte de santé, histoire de péter la ballonne. Elle n'avait pas l'intention d'en faire un plat, et une fois mentionnée la petite tristesse du fait qu'elle ne pouvait désormais plus prendre le p'tit verre de Chablis qui la «rendait heureuse tous les soirs», elle est passée à l'essentiel: son show.

Et Clémence, comme toujours, a commencé son show en sondant son monde. Qui ne l'avait jamais vue sur scène? Les mains levées étaient nombreuses. Elle a eu beau admonester les nouveaux venus pour ne pas y avoir songé plus tôt, on la sentait contente. Éton-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Clémence, frétilante de vie, Dieu merci.

née, même. Elle mesurait. On mesurait. C'eût été bête de partir avant que ceux-là n'aient eu leur baptême de Clémence. Le choc Clémence. Le rire aux larmes Clémence. La tendresse Clémence. La poésie Clémence. La truculence Clémence. Et les trous de mémoire de Clémence.

Je sais, tous ceux qui ont écrit avant moi — y compris moi — à propos des spectacles de Clémence

en ont parlé: il se passe quelque chose d'absolument extraordinaire quand Clémence se met à buter sur une phrase, signe invariable qu'elle a perdu momentanément le fil de son discours. On vit alors une sorte de communion jouissive dans le présent. Le trou, on saute dedans, elle et nous, à pieds joints et gorges déployées, et l'on se met à vivre ensemble, extraordinairement intensément. Clémence im-

provise, réagit, en rajoute, le génie de sa vivacité d'esprit lui sort par les oreilles. Plus elle cherche, plus on rit. «Je suis la seule à faire ça», a-t-elle précisé hier, ajoutant que c'est pire depuis le coup du pylori.

Cela étant, tout le spectacle est une communion. Ses «classiques», étalés sur 50 ans de carrière — «J'espère que j'aurai quelques fêtes cette année», minaude-t-elle — sont devenus les nôtres, et les entendre ainsi à la suite est plus qu'impressionnant: on goûte l'art de la tournure, on n'en revient pas de cette capacité désarmante de dire la vérité, on mesure la pertinence historique du propos (50 ans de l'histoire des femmes québécoises nous contemplant). Et cette fois-ci, enfin, les chansons ont leur place. La part belle. Les inestimables *Deux vieilles*, *Le Lac en septembre*, *L'Homme de ma vie*, n'ont jamais été aussi admirablement servis que par ce trio acoustique, le pianiste-accordeoniste Steve Normandin en tête. Ces chansons, nous les chérissions hier une à une. Et chérissions surtout la chance d'avoir encore Clémence pour nous les rimer.

Ce soir au Gesù, supplémentaires en avril.

Collaborateur du Devoir

Festival Montréal en lumière

Une Nuit blanche colorée avec 123 activités

ISABELLE PARÉ

Il y aurait de quoi occuper une armée d'insomniaques des jours durant lors de la prochaine Nuit blanche du Festival Montréal en lumière, gonflée cette année d'une quarantaine de nouvelles activités pour animer les noctambules.

Expositions, danse, concerts, cinéma, gastronomie, poésie et performances: il y a de tout pour satisfaire les hordes d'oiseaux de nuit qui déferleront le 1^{er} mars prochain sur les sites du Vieux-Montréal et du Vieux-Port, du Quartier des spectacles et du Plateau Mont-Royal. Trois secteurs de la métropole qui seront reliés par la première année par une navette-express mise à la disposition des aficionados frigorifiés de ce happening nocturne.

Le Festival Montréal en lumière a décidé de voir grand cette année pour se ranger aux côtés des Paris, Rome et Bruxelles qui figurent sur la liste des 15 capitales culturelles pour qui ces rendez-vous nocturnes sont devenus un attrait touristique majeur. Le nombre d'activités offertes, la plupart gratuites, passera de 83 à 123, et une dizaine de nouveaux lieux ont été ajoutés au menu pour porter à 77 le nombre de lieux où sont attendus 200 000 visiteurs.

«Tous ces lieux seront animés toute la nuit et regroupés dans trois secteurs-clés de la métropole maintenant reliés entre eux par une navette-express», a soutenu hier Michel Labrecque, président-directeur général de Montréal en Lumière.

Parmi les nouveaux attraits, on compte une demi-douzaine de nouvelles activités à la Grande Bibliothèque du Québec (GBQ), dont des lectures de textes inédits par dix écrivains, des improvisations, et un événement intitulé Au

son du slam, créez! On aura du mal aussi à faire son choix à la Place des Arts dont le Piano noble sera investi par Alfa Rocco, Jérôme Minière et Mister Valaise dans le cadre de la soirée *Pompinsomnie*, tandis que le meilleur cru des films du festival Fantasia sera projeté à la salle Maisonneuve et l'intrigante *Vie et mort du Petit chapeau rouge* en 8 minutes ralenties à la salle F.

Parmi les activités à noter, une soirée disco offerte par l'Hôtel de Ville de Montréal, une grande racle collective au Marché Bonsecours, des chants Gospel à la chapelle Notre-Dame-de-Bonsecours, une soirée d'immersion au tango argentin au Studio tango de Montréal et une nuit d'enfer à l'Église unie Saint-James où cinq organistes joueront les thèmes musicaux de films d'horreur toute la nuit dans le cadre de l'événement *Orgues et couleurs*.

Côté scène, le Théâtre du Nouveau Monde offre ses planches à *Rage de chant*, un cabaret festif qu'anime la voix de Marie-Eve Pelletier, une combats de danse avec *Imprudanses*, alors que le Studio Juste pour rire prévoit délier les mâchoires avec 15 humoristes en scène. Au Petit Extra, le groupe Soleil Tzigane embrasera cette première nuit de mars, et, tout à côté, Au Lion D'or, la soirée Ciel mon MIMI permettra au public de faire connaissance avec les groupes émergents de la scène musicale montréalaise.

Pour s'en mettre plein la vue, plusieurs nouveaux arrêts s'ajoutent à un parcours en arts visuels déjà copieux, dont celui de l'espace DHC/Art, rue de la Commune, qui proposera *Re-constitutions*, une exposition d'art médiatique. S'ajoute cette année une pause à

l'atelier de verre soufflé Gogo Glass, ainsi qu'aux boutiques L'œil sur la ville et Eva B., et à la galerie Divan Orange.

Comme par les années passées, les hyperactifs pourront

bouger tout leur soûl dans la piscine de l'hôtel Bonaventure, danser sur le quai Jacques-Cartier ou se réchauffer sur les trapèzes et bungee du Jumpai jusqu'à plus soif.

Le Théâtre de La Manufacture présente

A présent

du 15 janvier au 23 février 2008

Texte Catherine-Anne Toupin
Mise en scène Frédéric Blanchette
Avec Eric Bernier, Monique Miller, David Savard, François Lassé, Catherine-Anne Toupin

SUPPLÉMENTAIRES
SAMEDIS 9-16-23 FÉVRIER / 15H

LA LIGORNE
4559, PAPINEAU - MONTRÉAL
www.theatrelaligorne.com
514.523.2246

RESEAU ADMISSION
514.790.1245 ou 1.800.361.4595

Partenaire de création
ALCOA

LE DEVOIR

Le Théâtre Sortie de Secours, en codiffusion avec le Théâtre d'Aujourd'hui présente

SANTIAGO

SUR LA ROUTE DE COMPOSTELLE

un texte de Hélène Robitaille mise en scène de Philippe Solodov

«...drôle, festif, dramatique, tragique, fantasmagorique...»
- Isabelle Guibault, Radio-Canada

«...une catharsis qui prend des airs de rédemption...»
- Mireille Plamondon, Jeu

«...ruptures de ton saisissantes, des passages d'une ravissante drôlerie et des éclairs de poésie et d'éblouissement...»
- Jean St-Hilaire, Le Soleil

AU THÉÂTRE D'AUJOURD'HUI
DU 15 JANVIER AU 2 FÉVRIER 2008

les mardis à 19h du mercredi au samedi à 20h et dimanche le 27 janvier à 15h

DISTRIBUTION FRÉDÉRIC BOUFFARD, NORMAND POIRIER, PIERRE POTVIN, LUCIEN RAYO, MARIE-FRANCE TANGUAY, MARIORIE VAILLANCOURT ET RÉJEAN VALLÉE

CONCEPTION CHRISTIAN FONTAINE, JARLE DUBÉAUME, JACQUES ROBERTS ET GUY ASCHMITZ

PRODUCTION MARIE-MAISE GILBERT ET KATY TALBOT

Billetterie (514) 282-3900